

RD Congo: le plaidoyer des évêques catholiques

Jean-Jacques Durré

Mgr [Utembi](#), président de la [CENCO](#): « Les Congolais doivent se prendre en mains »

Face à la tournure que prend le processus électoral en République Démocratique du Congo (RDC), une délégation des évêques de la CENCO est venue en mission en Europe, pour sensibiliser les partenaires de la RDC.

« *Nous sommes venus partager avec nos partenaires les préoccupations des évêques congolais sur la situation politique actuelle en RDC* », a d'emblée déclaré Mgr Marcel Utembi, archevêque de Kisangani et président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO).

On le sait, les évêques congolais ont conduit l'an dernier, durant des semaines, des négociations entre la majorité présidentielle et l'opposition. Des discussions qui ont abouti à un accord en date du 31 décembre 2016 – d'où son nom d' « Accord de la Saint-Sylvestre » – qui prévoyait le partage des fonctions durant la période de transition jusqu'à l'organisation des élections, au plus tard en décembre 2017. Rappelons que le second mandat du président Joseph [Kabila](#) s'est achevé le 19 décembre de l'an dernier et que la Constitution lui interdit de briguer un troisième mandat.

Donner des directives

Aujourd'hui, la mise en application de cet accord de la saint-Sylvestre se fait difficilement et la CENCO craint que le processus électoral s'enlise. D'où la mission de plaidoyer menée par Mgr Utembi, accompagné de Mgr Fidèle Nsielele, évêque de Kisantu et président de la Commission épiscopale Justice et Paix, ainsi que le secrétaire exécutif de celle-ci, l'abbé Clément Makiobo.

Ce dernier a rappelé le contenu du message que l'Eglise congolaise, rappelant qu'il ne s'agissait pas de s'immiscer dans le jeu politique, mais bien de donner des directives en partant du message évangélique. « *Nous sommes des pasteurs avant tout* », a-t-il précisé. Pour la délégation congolaise, il y a eu une rupture dans la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, notamment à la suite de la nomination du Premier ministre Bruno Tshibala, ancien secrétaire général adjoint de l'UDPS, le parti d'Etienne Tshisekedi, ont il a été exclu après s'être désolidarisé de la nouvelle direction du parti. L'autre nomination qui pose problème est celle

de Joseph Olenghankoy, à la tête du Comité national de suivi des accords (CNSA).
« *Ces deux nominations ont été faites sans qu'il y ait un consensus avec l'opposition* », précise Mgr Utembi.

En juin dernier, à l'issue de leur 54^e assemblée plénière, les évêques de la CENCO avait adressé un message au monde politique et à la population, intitulé « *Le Pays va très mal. Debout, Congolais!* ». « *L'essentiel pour la CENCO est que les Congolais doivent prendre leur destin en main et ne pas attendre que l'aide vienne de l'extérieur. « Nous sommes là pour prévenir les violences qui pourraient survenir* », poursuivent les membres de la délégation des évêques de RDC. Et Mgr Utembi d'ajouter: « *Ce message n'est pas là pour soulever la population, mais pour lancer un appel à la conscience commune* ».

Les efforts de la [CENI](#)

Concernant le processus d'enrôlement des électeurs par la Commission nationale électorale indépendante (CENI), les évêques saluent le travail de la CENI.
« *Honnêtement, il faut saluer les efforts de la CENI qui a travaillé dans des conditions difficiles. Elle a perdu du matériel et certains de ses membres dans la crise du Kasai. Il convient de saluer les résultats atteints à ce jour et nous ne pouvons que l'encourager à aller de l'avant* », estime l'archevêque de Kisangani. Toutefois, les évêques congolais souhaitent un audit pour vérifier si le chiffre avancé de 42 millions d'électeurs enrôlés est correct. « *Nous sommes inquiets parce que la CENI avance sans position claire. Pour nous, elle doit publier rapidement un calendrier électoral consensuel* », poursuit le président de la CENCO. Il rappelle que le Parlement congolais a repris ses travaux en septembre et qu'aucune loi d'application des accords du 31 décembre n'a encore été votée. « *C'est inquiétant* », dit le prélat qui déplore qu'aucune étude n'ait été faite pour voir si les accords sont respectés. « *Ainsi, nous aimerions savoir combien de militants des droits de l'Homme et de prisonniers politiques ont été libérés, comme le prévoit l'accord* ».

Sortir de l'impasse

Les évêques s'inquiètent aussi de la détérioration du pays, sur le plan humanitaire et sécuritaire, rappelant que le conflit au Kasai a fait plus de 300 morts et que 1,4 million de personnes sont déplacées. La démarche de la CENCO vise à soutenir la société civile pour qu'elle interpelle le monde politique. « *Il y a une réelle fracture entre la population et les politiques* », ajoute encore l'abbé Makiobo.

Comment dès lors sortir comme ce qui apparaît de plus en plus comme une impasse et donc un éloignement de la date des élections? Pour la CENCO, s'il est de plus en plus probable que le scrutin présidentiel n'ait pas lieu cette année, tout

espoir n'est pas pour autant perdu. En effet, lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le président Kabila, s'est exprimé sur cette question tout en restant évasif sur la date du scrutin présidentiel. Mgr Utembi souhaite donc que la CENI fasse des propositions pour décrier la situation. Faut-il dès lors enclencher un troisième dialogue, après ceux d'octobre et décembre 2016? « *Pour la CENCO, cela ne servirait à rien. Il est possible de sortir de cette crise sans un autre dialogue* », répond Mgr Nsielele. Et si des voix s'élèvent dans l'opposition comme dans le société civile, pour exiger la mise en place d'une période de transition après décembre 2017, au cas où les élections seraient à nouveau reportées, il est totalement exclu pour la CENCO, de voir l'un de ses représentants prendre temporairement la présidence du pays. « *Aucun ecclésiastique n'acceptera de conduire la transition. Nous devons faire la part des choses entre le pouvoir spirituel dont nous disposons et le pouvoir temporel. Comme prêtres ou évêques, nous nous sommes suffisamment engagés à assurer le bien-être du peuple sur les plans pastoral et spirituel* », souligne Mgr Utembi, qui invite les laïcs à assumer pleinement leurs responsabilités dans la gestion publique.

Par ailleurs, les évêques appellent à soutenir la population qui fait face à une paupérisation grandissante et aspire à une alternance politique. La CENCO attire aussi l'attention sur la fragilité des démocraties, notamment dans les pays voisins de la RDC. « *Nous n'avons pas de leçon à recevoir* », disent les prélats congolais, qui rappellent que le discours contre l'impérialisme et pour la souveraineté nationale, tenu par certains, est démagogique. « *Nous avons besoin de nos partenaires. Toute l'Afrique en a besoin. Nous voulons aussi lancer un appel à l'Union européenne pour qu'elle ait une politique cohérente à l'égard de la RDC. Nous pensons que nos partenaires doivent rester attentifs, d'où notre interpellation et notre plaidoyer* », concluent les membres de la délégation.

Jean-Jacques Durré